

MALGRÉ LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Trois femmes seulement au gouvernement

Dans le cadre de sa révision constitutionnelle, Abdelaziz Bouteflika a prévu de nouvelles dispositions pour promouvoir les «droits politiques des femmes». Sauf que les femmes ont été totalement oubliées lors du mini-remaniement ministériel opéré par le chef de l'Etat.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Vous vous souvenez qu'à l'occasion de la Journée mondiale de la femme, j'avais loué l'importance des acquis méritoires réalisés par la femme algérienne ainsi que la place distinguée qu'elle a gagnée durant la glorieuse lutte pour la libération nationale et son immense sacrifice à cette fin.

Cependant, ce qui a été réalisé reste en deçà de ce qu'elle mérite et de ce que nous ambitionnons pour elle. Nous avons donc veillé à ce que le projet de révision constitutionnelle comporte une disposition nouvelle consacrée à la promotion des droits politiques de la femme et à l'élargissement de sa représentation dans les assemblées élues, à tous les niveaux», avait déclaré Abdelaziz Bouteflika lors de son discours d'an-

nonce de la révision constitutionnelle. Le principe de la promotion des droits politiques des femmes a été consacré à travers l'article 31 bis de la Constitution.

«L'Etat œuvre à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Les modalités d'application de cet article sont fixées par la loi organique», stipule cet article.

Il faut donc attendre

l'amendement du code électoral pour que ces nouvelles dispositions soient mises en œuvre. M. Ahmed Ouyahia a déclaré la semaine dernière que la révision de cette loi devrait intervenir avant la tenue des élections locales de 2012. Théoriquement, les nouvelles mesures devraient instituer le système de parité pour accorder plus de chances aux femmes de participer aux élections. Décrié par certains, ce système pourrait être imposé aux partis politiques lors de l'élaboration des listes électorales.

En attendant, la «promotion des droits politiques des femmes» ne semble pas être une urgence pour Abdelaziz Bouteflika. La reconduction du staff gou-

vernemental est là pour nous le rappeler.

La logique aurait voulu que le président de la République accorde plus de nouveaux postes aux femmes.

Rien de tout cela. Sur les 35 postes que compte l'équipe de Ahmed Ouyahia, seuls 3 sont détenus par des femmes. Khalida Toumi, Nouara Djaffer et Souad Bendjaballah paraissent bien seules au milieu de tous ces hommes.

Un bien mauvais exemple si l'on doit comparer avec un pays comme l'Argentine dont la présidente, M^{me} Cristina Fernandez de Kirchner, effectue actuellement une visite d'Etat en Algérie.

T. H.

POSTE DE PREMIER MINISTRE

Ouyahia succède à Abdelghani et Brahimi

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, Ahmed Ouyahia n'est pas le premier homme politique à avoir été nommé au poste de Premier ministre. Mohamed Ben Ahmed Abdelghani et Abdelhamid Brahimi ont également été désignés à ce poste sous les présidents Houari Boumediene et Chadli Bendjedid. Toutefois, c'est la première fois que cette fonction est officiellement consacrée par la Constitution.

T. H.

LE RCD REVIENT SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

«Une humiliation»

Il pleut toujours des réactions politiques hostiles à la révision partielle de la Constitution opérée le 12 novembre dernier. Le RCD, la seule formation politique représentée au Parlement à avoir voté contre cette Constitution, a commis hier une diatribe d'une rare virulence à l'encontre de l'auteur du «putsch».

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Ne s'attardant point sur la conversion, la veille, de Ahmed Ouyahia en Premier ministre et le maintien de l'exécutif quasiment inchangé, la sortie médiatique du RCD s'est voulue plutôt une fine lecture de ce qui s'est passé le 12 novembre dernier. Le parti n'hésite pas à parler d'humiliation.

«Le 12 novembre venait de rappeler à celles et à

ceux qui se sont accommodés du bourrage des urnes et des petits détournements de la loi que leurs maîtres savaient présenter la note au moment opportun.

La facture n'a pas de prix ; elle est libellée sur le registre de l'honneur.

Ni les mines défaites, ni les applaudissements volontairement étouffés, ni les confessions de culpabilités avouées dans les cou-

loirs par des parlementaires de «la majorité présidentielle» n'ont pu laver la soumission veule de la forêt de mains qui avalaient en direct à la télévision le déshonneur de castes jusque-là vautrées dans la rapine et tapies dans l'anonymat», souligne le RCD dans son communiqué, ajoutant que «cette humiliation a, cependant, quelque chose de salvateur.

Elle montre que le régime algérien, formé aux pratiques du défunt KGB, va plus loin que ses maîtres.

C'est au moment où le «jeune Poutine», produit type du système soviétique, s'impose un retrait



Photo: DR.

formel pour ne pas contrevenir à la Constitution russe, que le chef de l'Etat algérien provoque un séisme qui conjugue violation de la loi suprême et concentration des pouvoirs».

Le parti de Saïd Sadi ne fait cependant pas qu'accabler l'auteur du putsch du 12 novembre. Il lance également une volée de bois à ceux qui ont contribué à la réalisation du funeste projet.

«Cette humiliation a une autre vertu. Elle débusque aussi ceux qui s'opposent aux ruades de Bouteflika pour cause de marginalisation et donc de privation de

partage de la rente et qui veulent réduire le combat algérien à une rotation de luttes claniques ; chaque secte assurant que si son chef était aux commandes, les choses iraient mieux..

D'où cette posture qui consiste à se désoler de la régression en cours et à refuser la surveillance internationale des scrutins (...)» Le RCD ne se suffit pas de seulement dresser un constat d'une situation politique encore plus délétère, des suites du hold-up constitutionnel.

Il tire les enseignements qu'il faut. «Tant que la question de la fraude électorale et du cahier des

charges des partis politiques n'est pas réglée, il est vain de vouloir prétendre sortir l'Algérie de l'une des crises les plus dures de ce début de siècle.

En fait, pour les clientèles exclues du sérail, la fraude électorale n'est pas condamnable en soi. Elle pose problème que si elle ne sert pas son tuteur.»

Que faire ? Pour le RCD, il faudra se battre contre l'oligarchie en place et démasquer ceux qui, sous couvert d'opposition, ne cherchent qu'à chasser un despote pour s'installer à sa place.

S. A. I.

Première réunion du gouvernement ce mardi

Ahmed Ouyahia présidera, demain, une réunion du gouvernement. «Il s'agit bien d'une simple réunion mais plus d'un Conseil du gouvernement», nous précise une source bien informée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ce qui était, en effet, le Conseil du gouvernement est désormais réduit à «une simple réunion où il s'agit tout juste pour le Premier ministre de coordonner l'action des différents ministres».

Un conclave où il n'est plus question de prendre de décision, apanage exclusif

désormais du seul Conseil des ministres. «Le premier Conseil des ministres de l'après-révision constitutionnelle sera convoqué pour la semaine prochaine», ajoute notre source.

«Pour le moment, le Premier ministre mobilise prioritairement les membres du gouvernement pour la préparation du plan d'action qu'il présentera à l'APN début décembre prochain.»

D'ailleurs, Ouyahia a adressé une note dans ce sens à l'ensemble des ministres hier dimanche.

K. A.